

Press Release



La Biélorussie détruit plus de trois millions de mines antipersonnel dangereuses en remplissant ses obligations selon la Convention d'Ottawa; plus de 50 millions de mines ont maintenant été détruites

La Biélorussie a relevé ce défi avec le soutien de l'Union Européenne sous les normes environnementales européennes les plus strictes

Genève, le 7 avril 2017 — La Biélorussie a annoncé qu'elle a détruit 3,4 millions de mines antipersonnel «PFM-1», et que les 78 derniers détruits lors d'une cérémonie symbolique le 5 avril dans une base militaire près de la ville de Rechitsa dans la région de Gomel. Avec l'annonce de la Biélorussie, il y a maintenant 159 États parties à la Convention, aussi connue comme la Convention d'Ottawa, qui n'ont plus d'obligations de destruction des stocks en vertu du traité.

La Biélorussie, qui a adhéré à la Convention le 3 septembre 2003, a déclaré que grâce au soutien fourni par l'Union européenne, elle a pu se conformer aux obligations de destruction des stocks acquises en vertu du traité. La Biélorussie a fait face à un défi particulier en raison du stock important et du type de mines qu'elle a dû détruire. Les mines «PFM-1» de l'ère soviétique sont extrêmement dangereuses et posent de sérieuses difficultés techniques. «Pour les détruire en toute sécurité, la République de Biélorussie a fait appel à la communauté internationale à fournir une assistance technique et financière», a déclaré la Biélorussie.

«En 2011, l'Union européenne a signé un contrat pour 3,9 millions d'euros avec Explosivos Alaveses, Expal, d'Espagne, pour créer une installation mobile avec une chambre de détonation froide» pour détruire le grand nombre de stocks dangereux. Le Centre pour l'élimination des mines antipersonnel, inauguré en mai 2014 en Biélorussie, a procédé à la destruction par des charges, dans un four blindé à parois épaisses. «La technologie développée spécifiquement pour la destruction de munitions par des explosifs liquides, a permis de disposer en toute sécurité des composants chimiques et des déchets résiduels», a indiqué la Biélorussie en se référant à un processus respectueux de l'environnement qui satisfaisait les normes environnementales «biélorusses et européennes les plus élevées».

Le Major-général Oleg Voinov, Secrétaire adjoint et Chef du Département de la coopération militaire internationale du Ministère de la Défense, Andrea Wiktorin, Cheffe de la délégation de l'Union européenne en Biélorussie, et le Colonel Andrey Petrovich Kurakov, ont dirigé la «dernière détonation». Les chefs de mission des États membres de l'Union européenne, des représentants du ministère biélorusse des affaires étrangères et l'Amiral retraité espagnol Francisco Demerial d'Expal, ont également assisté à la cérémonie.

S.E. Thomas Hajnoczi, l'Ambassadeur d'Autriche auprès de l'ONU à Genève et Président de la Convention, a félicité la Biélorussie pour «accomplir pleinement ses obligations en vertu de la Convention» en disant : «en raison de l'engagement de la Biélorussie et du soutien de l'Union européenne, le monde a pris un pas de plus vers l'élimination de ces armes insidieuses. Nous attendons avec impatience la Déclaration officielle de la Biélorussie en juin prochain à Genève».

La Convention a été adoptée et signée **il y a 20 ans** et est entrée en vigueur en 1999. C'est le principal traité humanitaire et de désarmement visant à mettre fin aux souffrances causées par des mines antipersonnel en interdisant leur utilisation, leur stockage, leur production et leur transfert, en assurant leur destruction et en aidant les victimes. Avec la Biélorussie, les États parties ont maintenant détruit collectivement plus de 50 millions de mines.